

L'essor

n°3 - juin 2005 - paraît 6 fois par année

Editorial

L'éthique, c'est du « jus de crâne »

Au lendemain de la percée effectuée par des chercheurs sud-coréens dans le domaine du clonage thérapeutique, je lis dans un commentaire de la presse genevoise les propos suivants : « Recherche sur les cellules souches : la Suisse n'existe pas... Les Asiatiques (eux) ne s'encombrent pas de religion ou de questions éthiques qui, chez nous, relèvent parfois davantage du jus de crâne que du garde-fou ». Le philosophe Paul Ricoeur, qui vient de nous quitter au terme d'un parcours si fertile et éclairant en matière d'éthique aurait sans doute apprécié. Dans le « tout-compétitif » qui saoule nos consciences (post) modernes, les propos de cette journaliste sonnent comme une claque : « Poussez-vous les archéologues de la conscience collective, ne nous encombrez pas de vos questions métaphysiques nauséabondes, laissez-nous continuer, sous les auspices bienfaisants de la recherche

À nos abonnés

Le bulletin rose encarté dans le premier numéro de l'année vous permet de renouveler votre abonnement pour 2005. Nous faisons le pari d'en maintenir le montant à 36 francs, en dépit de l'augmentation des frais d'expédition (85 ct. ou près de 600 fr. par numéro, sans droit au rabais ou encore moins au tarif journal, soit plus du tiers du coût de production du journal). Nous vous sommes d'autant plus reconnaissants, fidèles lectrices et lecteurs qui arrondissez généreusement votre contribution, nous aidant ainsi à boucler nos comptes.

* * *

Nous souhaitons marquer cette année 2005, qui est celle du 100^e anniversaire de l'Essor, par une rencontre à Lausanne, la publication d'une plaquette et, tel est notre espoir, par un bond en avant du lectorat de notre petite revue ! C'est pourquoi nous vous invitons vivement à participer à la souscription du 100^e, en complétant le bulletin glissé dans la livraison de février.

* * *

Vous recevrez comme à l'accoutumée six livraisons ou 64 pages au minimum. Nous prions les personnes qui n'ont pas encore réglé leur dû pour 2004 de le faire à cette occasion, soit en doublant la mise !

Nos abonnés de France et d'ailleurs sont invités à nous envoyer un chèque de 20 € ou de verser ce montant par Bulletin de paiement Poste.

Nos remerciements chaleureux à toutes et tous.

Rédaction et administration :
Alain Simonin - Fritz Tüller

à visée purement thérapeutique, à découper, isoler, réaménager les éléments du vivant pour que l'Homme puisse enfin recréer l'homme à son image ». Comme le disait le généticien genevois Denis Duboule (TG du 20 mai 2005) : « On a passé la barrière éthique. Désormais il s'agit de franchir la barrière biologique »

Paul Ricoeur résumait son œuvre en disant « L'Homme n'est pas une chose ». On pourrait poursuivre en se demandant aujourd'hui « A partir de quel seuil pourrait-il devenir... une chose ? ». Car ce sont bien les doutes sur l'identité et le comportement de l'humain qui tarabustent nos esprits (ça existe encore ?). Dans l'accélération fabuleuse de la recherche dans le domaine des sciences du vivant, « qui est l'Homme et de quoi est-il capable ? » sont les questions éthiques qui se posent à nous. Entre la machine réparatrice et reproductive et l'Homme en chair, en os et en esprit, la différence semble s'estomper toujours plus. L'Homme, dans une étonnante fuite en avant (vers sa propre disparition ?) semble s'exclure lui-même de la scène, en confiant toujours plus à des machines, qu'il confectionne avec malice et exultation, les tâches qui lui conféraient jusque-là sa dignité et sa liberté. Ne parle-t-on pas de « procréation assistée », de « grossesse assistée », de « suicide assisté ». L'Assistant-machine est presque aux commandes et l'Homme, toujours plus évanescents, part en coulisses.

Et la réflexion éthique là-dedans ? Prenons un exemple trouvé sur le site internet de la Commission fédérale d'éthique : « *Les questions d'éthique (ici la notion de « dignité de la créature ») seront évaluées par la Commission d'éthique, constituée en avril 1998. Elle a été intégrée à la procédure de contrôle en tant qu'instance de conseil. Elle peut déterminer concrètement quand une intervention ne respecte pas la dignité et quand elle est tolérable parce qu'elle apporte un avantage à la communauté* »

(www.nek-cne.ch).

Ouf... il est encore légitime, en terme de contrôle politique, donc de morale publique, de s'interroger à propos du respect ou non de la dignité humaine. C'est cette capacité de réfléchir, de débattre ensemble et publiquement, cette pesée des intérêts entre court et long terme, entre particulier et général, cette priorité qu'est la recherche du bien commun, qu'il faut à tout pris sauvegarder.

La réflexion éthique produit plus que du « jus de crâne », elle est l'un des derniers garde-fous qui permet aux citoyennes et aux citoyens d'espérer encore dans la belle aventure humaine.

Alain Simonin

Dire non à la simplification

Après le numéro de *L'Essor* consacré à la Palestine et au Proche-Orient, voici ce qu'écrivait l'an dernier, à l'âge de dix-neuf ans, ma petite fille. Cela vaut bien que je lui laisse la parole aujourd'hui...

Poussée par le besoin de comprendre, de vivre avec ceux qui vivent la violence chaque jour, poussée par l'envie de dialoguer et d'être là, simplement, j'ai passé presque trois mois en Israël. J'ai eu la grande chance de rencontrer des gens de tous les milieux et de toutes les tendances politiques. J'ai parlé à des Israéliens à droite et à gauche, religieux et non religieux, des soldats israéliens, des Israéliens arabes, des Palestiniens chrétiens et musulmans. J'ai vécu en kibboutz, vu les camps de réfugiés palestiniens, le mur de séparation, etc.

J'ai autant aimé les Israéliens que les Palestiniens, et trouvé des trésors humains des deux côtés de la barrière. A travers cette lettre je voudrais mettre en garde beaucoup de gens qui, pour se simplifier (dangereusement) la tâche, mettent tous les Israéliens ou tous les Palestiniens « dans le même sac ». Les clichés de l'Israélien fasciste et du Palestinien terroriste empêchent une réflexion sensible et nuancée et mènent tout droit à un extrémisme que, par ailleurs, nous dénonçons chez eux.

On ne peut pas se restreindre à connaître un seul peuple si on veut savoir ce qui se passe et comprendre, car une médaille a toujours deux facettes et n'en voir qu'une c'est réduire de moitié sa vision des choses. (Aline Jaccottet)

Appeler un chat un chat

La puissance de l'Histoire en ce qui concerne la formation des mentalités m'a impressionné depuis longtemps. Il arrive en effet que dans une même langue un concept prenne une signification toute différente d'un endroit à un autre.

□ PRENONS LE TERME DE CONFÉDÉRATION.

En France, à la suite d'une longue tradition régalienne, relayée depuis 1789 par le jacobinisme, tout se décide à Paris ; les Français trouvent cela tout normal et la décentralisation pose problème.

En Suisse où les cantons se sont unis par cooptation en faisant à chaque étape de l'agrandissement de la Confédération des concessions et des compromis, l'idée dominante est que l'on a « avantage », intérêt à vivre ensemble, mais le pouvoir, tant que faire se peut, doit rester décentralisé. Le gouvernement central, en effet, administre plus qu'il ne gouverne le

pays. Dans ce système, tout individu qui veut se targuer d'être le chef risque bien d'y laisser sa peau. Exemple : en 1483, Hans Waldmann, un héros des Guerres de Bourgogne qui voulait s'imposer comme maître à Zurich fut tout simplement décapité... Monsieur Blocher ferait bien de relire cette histoire édifiante !

En France, par contre, on voit dans le terme de Confédération un carcan qui oblige à vivre ensemble des gens qui n'en ont aucune envie, et cela sous l'égide d'un pouvoir fort à la mode états-unienne.

Vérité en deçà, erreur au delà... du Jura !

□ PASSONS AU TERME DE SUBSIDIARITÉ

En France, dans la pyramide des institutions, la subsidiarité consiste à confier la responsabilité d'un pouvoir donné sur une question donnée à l'instance la plus basse possible de ladite pyramide... et c'est la loi de Peters qui se fraie le passage, celle de l'incompétence maximale !

En Suisse, on désigne par subsidiarité le fait de confier cette même responsabilité à l'instance la plus haute de la pyramide, celle qui a les compétences et le format adéquats... Exemple : la Constitution de 1874 a attribué à la Confédération les domaines de la diplomatie, de l'armée, des chemins de fer, de la poste. Il est vrai que les « globalisateurs » veulent actuellement changer tout ça !

□ ENFIN L'INITIATIVE ET LE RÉFÉRENDUM

En Suisse, on en trouve les caractéristiques au titre 4 de la Constitution de 1998, articles 139 à 141. En simplifiant autant que faire se peut, 100'000 citoyens (-ennes) peuvent déposer une Initiative visant à modifier par exemple la Constitution. À condition d'être agréée par le Parlement, l'initiative sera soumise au vote du peuple et des cantons. Quant au Référendum, il permet à 50'000 citoyens (-ennes) ou huit cantons de soumettre au vote populaire leur opposition à des lois ou des décisions prises qu'ils jugent inadéquates.

En France, lorsque l'État doit prendre une décision qui engage l'avenir de la nation, il organise un « Référendum » – selon Larousse, il s'agit plutôt d'un plébiscite – article qui n'existe pas à l'étalage dans le magasin de politique suisse...

CQFD !

Henri Jaccottet

Lettre de lecteur



La justice sociale selon Roosevelt

Comptant parmi les plus âgés des lecteurs de *L'Essor*, je profite de ce que ma machine m'obéit encore pour vous communiquer ces quelques remarques, et surtout vous soumettre des suggestions que j'estime non seulement utiles mais indispensables. Toujours pavé de bonnes intentions, votre périodique aurait intérêt à mieux se souvenir quels furent les prodigieux espoirs et déterminations des hommes de bonne volonté partout dans le monde pendant et à la fin de la guerre mondiale 1939-1945 (au risque de redevenir un peu « pragmatique », voir « matérialiste » !) On n'avait cure alors de vainement philosopher sur le sens des mots « état » et « nation », mais on était décidé à gérer les services publics de façon à ce que les horreurs et misères vécues ne puissent plus se répéter, et

que la solidarité veille à la satisfaction des besoins de chacun *sans exception*. Je tiens à votre disposition les documents historiques prouvant le bien-fondé des études, rapports et plans élaborés à cet effet par les meilleurs humanistes, sociologues et économistes de l'époque. Ils sont encore aujourd'hui à même de résoudre nos problèmes, je suis plus que jamais convaincu qu'il serait vain de vouloir chercher ailleurs les solutions aptes à sauver le monde de la menace de démembrement et de dévastation qui nous guette. En attendant un signe de votre part pour continuer cet entretien et donner lieu à un échange d'informations utiles ...

Félix Béguin
Winterthur

Guerre et reconstruction

Les humains se font-ils la guerre pour avoir quelque chose à reconstruire ? Comme les enfants qui démolissent leurs cabanes pour en construire de plus belles ? Guerre et reconstruction forment-elles un couple inséparable ? Les plus cyniques diront oui, en ajoutant même que les guerres sont le moteur du progrès, voir du développement.

Les situations de l'Irak, de l'Afghanistan, de l'ancienne Yougoslavie ne nous permettent pas aujourd'hui de confirmer de tels propos : dix ans après la fin de la guerre en Bosnie, l'économie de la région est au plus mal et «l'occupant» onusien», garant des droits démocratiques minimaux, n'est pas près de plier bagage. C'est que la guerre, même «chirurgicale», a de telles capacités destructrices physiques et morales qu'elle laisse, surtout dans les pays en développement du Sud, où elle s'est exportée depuis le dernier conflit mondial, les peuples meurtris sans capacité réelle de reconstruction. C'est le cas de l'Afghanistan où Patrick Gueissaz, délégué de la Croix-Rouge, a séjourné pendant plusieurs années. Ils nous expliquera les enjeux de la reconstruction dans ce pays profondément traumatisé. Par ailleurs, la paix, qui vient parfois clore en hâte une guerre par trop meurtrière, a conservé tous les ingrédients déclencheurs du conflit qui hypothèquent alors tout effort de reconstruction. C'est le cas des accords de Dayton dont un militant resté fidèle à la cause du peuple bosniaque, Yvar Peterson, nous démontrera toutes les ambiguïtés. Reste le cas de l'Irak où les milliards destinés à la reconstruction étaient outrageusement annoncés par ceux-là mêmes qui allaient se lancer sans retenue dans la première guerre «préventive», dont le mobile officiel s'est révélé par la suite sans aucun fondement. Quel va y être la durabilité d'une reconstruction qui se déroule aujourd'hui dans le sang d'attentats devenus presque quotidiens ? Guerre et reconstruction: un couple infernal qui n'est pas à l'honneur des démocraties. Il faudra bien un jour affronter cette «peur de la liberté» dont parlait Eric Fromm en 1950 et s'atteler, au Nord comme au Sud, à une vraie construction de la paix qui ne soit pas la conclusion hypocrite d'une volonté constitutionnelle de demeurer des États guerriers. (Alain Simonin)

De la destruction comme élément de l'histoire naturelle

Dans un essai paru chez Actes Sud en 2004 (titre original : Luftkrieg und Literatur), l'écrivain E.G. Sebald, né en mai 1944, met en évidence un processus universel: au sortir de guerres meurtrières, les hommes s'empres- sent de reconstruire comme pour mieux oublier ce qu'ils avaient pu commettre d'innommable.

Cet essai est en fait le résumé de conférences données à Zurich à la fin de l'automne 1997 sous le titre: *Guerre aérienne et littérature*. Le troisième chapitre, qui débute par une brève autobiographie, nous fait comprendre le pourquoi de la démarche de l'auteur, né dans un village des Alpes de l'Allgäu, non loin du lac de Constance : «...j'avais grandi avec le sentiment qu'on me cachait quelque chose, à la maison, à l'école, et aussi du côté des écrivains que je lisais dans l'espoir d'en apprendre plus sur les monstrosités qui formaient l'arrière-plan de ma propre vie.»

Installé en Angleterre dès 1966 et jusqu'à sa mort accidentelle en 2001, il vécut dans le comté de Norfolk, non loin des bases aériennes d'où s'étaient envolés les bombardiers qui avaient déferlé sur les villes de son pays. C'est de cette terre étrange qu'il part, à travers les écrits des

auteurs allemands, à la recherche de cet enfer occulté si longtemps. Ainsi «*Le silence de l'ange*» de Heinrich Böll, écrit à la fin des années quarante, qui dépeint l'effroi abyssal des survivants perdus au milieu des ruines, ne paraîtra qu'en 1992, sûrement avec l'accord de l'auteur et des éditeurs. Les descriptions hallucinantes de ce qu'ont vécu les populations des villes détruites, expliquent l'amnésie individuelle et collective des rescapés, pesant sous le poids d'un châtement trop lourd. En 1946, assis dans un train bondé, seul un étranger regardera par la fenêtre les champs de ruines que longe la voie ferrée...

Si les hommes oublient ce qu'ils ne veulent pas savoir, la nature, dès la fin des bombardements, se met à proliférer sur les gravats. Les mouches et les rats, eux, hantent les cadavres non encore enterrés alors que les survivants errent comme des ombres sous les décombres à la recherche de quelque objet encore utilisable. Certes, tout en faisant un parallèle entre les villes détruites par les Alliés et celles qui le furent auparavant par les armées du Reich, l'auteur mentionne, sans approfondir, l'horreur des camps dont les fumées rejoignaient celles des bombes incendiaires alliées. Ce n'était pas son propos.

Sur ces ruines : reconstruire, encore et encore, pour oublier... même le sens de cette reconstruction...

Enfin, 50 ans après, s'interroger sur ce qui a pu conduire à cette situation démentielle. Alexandre Kluge, en 1977 déjà, dans «*Unheimlichkeit der Zeit*» (L'inquiétante étrangeté de l'époque) tentait d'y répondre. Il se demande si nous sommes capables de tirer la moindre leçon des malheurs que nous avons provoqués. Il relève la réflexion d'un brigadier de la flotte aérienne américaine interrogé en 1952: «Même si la victoire était certaine, les bombes embarquées étaient une marchandise chère, ayant coûté beaucoup d'efforts, on ne pouvait tout de même pas les larguer en rase campagne...»

Quant à Walter Benjamin, il ne voit dans l'Histoire qu'une seule et unique catastrophe qui amoncelle ruines sur ruines... *cette tempête matérialiste que nous appelons le Progrès.*

Une recherche multiple et douloureuse dont ces lignes ne sont qu'un aperçu.

Aujourd'hui les combats sont différents, ou ont émigré sur d'autres continents. Sommes-nous moins concernés ?

Suzanne Gerber

«Guerre et reconstruction» en Afghanistan

Mon ami Patrick Gueissaz, délégué du CICR a vécu plusieurs années en Afghanistan. Lorsque je lui ai demandé s'il pouvait témoigner, il a bien voulu me confier le texte suivant ainsi que cette magnifique photo.

Il y a plusieurs types de guerres. Elles sont toutes uniques dans leurs horreurs et impacts sur la population civile. Le caractère du conflit afghan est particulièrement terrible dans sa

ce soit par choix ou dû aux courtes durées qui les ont vus au pouvoir. On parle ici plus de la construction d'un état que de sa reconstruction, cet effort devant s'appuyer sur trois piliers : la sécurité, les enjeux économiques et les enjeux politiques.

La sécurité est le principal pilier de la reconstruction afghane et il est impératif que celle-ci soit retrouvée sur tout le territoire. Les seigneurs de guerre, les commandants locaux s'affrontent toujours entre eux pour maintenir leurs autorités. Il faut que les rivalités s'estompent, que le désarmement se concrétise et qu'une armée d'état se mette sur pied. Le transfert du pouvoir militaire des enti-

ser d'un pouvoir féodal à un système d'état centralisé tout en favorisant le banditisme.

Sur le plan politique l'Afghanistan s'est doté d'un président élu démocratiquement au suffrage universel. Il faudrait maintenant que des partis politiques qui transcendent les clivages ethniques et géographiques émergent sans toucher trop directement à la sensibilité des seigneurs de guerre, avec lesquels le président Karzai doit encore manœuvrer. Le peuple afghan a élu une personne à défaut d'un parti politique, de sa survie dépend la stabilité du pays.

Pour autant que ce pays profite d'un peu de répit, c'est la société civile afghane qui est le plus grand espoir pour l'Afghanistan. Ce mélange est fait d'expérience multiple de gens restés au pays, de réfugiés revenus du Pakistan, d'Iran : la diaspora afghane. Cette société est en train de se recomposer en utilisant les outils que sont le développement d'associations ou d'ONG afghanes tout en prenant garde à leurs coutumes ancestrales et religieuses, en faisant face au déficit de l'économie illégale, drogue, contrefaçon. Il faut dans le même temps que les institutions centrales se mettent en place sans déboucher sur un clivage entre société privée et gouvernementale.

Est-il possible de réussir en Afghanistan le transfert de pouvoir entre ces sociétés locales et féodales vers un état central et démocratique?

Difficile de faire un bilan aujourd'hui entre pessimisme et positivisme. La majorité des écoles ont rouvert. Il reste des problèmes d'accès pour certaines filles du pays. La qualité de l'enseignement est due au manque d'enseignants formés. Alors que les organisations d'urgence commencent à réduire leurs supports, certains systèmes de santé publique peinent à retrouver un semblant de fonctionnement. Il semble difficile pour l'état de reprendre déjà le flambeau. Une stratégie de privatisation partielle semble avoir fait ses preuves dans d'autres contextes, difficile de savoir comment celle-ci pourrait marcher dans ce pays.



© Patrick Gueissaz

Déplacés du Nord Afghanistan.

longueur et sa couverture géographique car tout le pays a été touché. Le traumatisme causé et le niveau des destructions influencent directement la capacité d'une société à se reconstruire, or dans ce cas, toute la société a été touchée et ceci sur vingt-cinq ans (~1979-2002), une génération complète. Vient s'ajouter à cela que ce pays n'a jamais connu un modèle d'état central et démocratique, c'est une société qui n'a connu que des systèmes féodaux ou théocratiques. Aucune infrastructure étatique n'a eu la chance de se développer sous les Soviétiques ou les Talibans, que

tés locales ou groupements ethniques vers une force centralisée afghane est l'objet d'un bras de fer incessant. En attendant, le gouvernement central a encore besoin que les seigneurs de guerre garantissent une stabilité dans leur province.

Le développement économique dépendra en partie de la consistance de l'aide et de la qualité du financement, à l'ombre de la guerre en Iraq et du tsunami. Malheureusement le problème principal est l'émergence d'un narco-État. L'argent de la drogue qui représente jusqu'à 50% du PIB risque de corrompre toute volonté de pas-

Suite en page 5

«Guerre et reconstruction» en Afghanistan

On peut tenter de comprendre l'Afghanistan, on doit surtout essayer d'aider ce pays qui abrite des gens hors du commun, hors du temps parfois. Les paysages, les visages sont à l'image du contraste que l'on retrouve dans leur société où s'alternent la violence et une hospitalité hors du commun. Les moyens à mettre en oeuvre pour les aider, et la prudence nécessaire pour y parvenir, sont complexes et demandent un engagement à long terme. Depuis que les grandes armées se sont mises à faire de l'humanitaire, la situation et le rôle des acteurs humanitaires se sont encore compliqués. La population ne sait plus toujours qui joue quel rôle. Ricardo un de mes collègues CICR qui tentait comme il le pouvait d'aider les Afghans dans le rétablissement des réseaux d'eau potable, a payé de sa vie pour avoir négligé cette confusion qui trouble les esprits. Après plus de 20 ans de présence en Afghanistan, MSF a dû se retirer suite à l'assassinat de l'une de ses équipes.

Propos recueillis par
Emilie Salamin-Amar

En Irak : faire la guerre pour reconstruire!

Les Etats-Unis consacrent des centaines de milliards de dollars pour amener l'Irak à retrouver les joies de la démocratie. Dure tâche qui se traduit chaque jour par des dizaines de morts et par des destructions massives. Le coût de cette guerre va générer un déficit abyssal des finances publiques américaines, poussant ainsi Georges W. Bush, Dick Cheney, Donald Rumsfeld et leurs acolytes à réduire massivement les dépenses sociales et éducatives.

Qui dit déficit dit aussi la nécessité de le financer par des emprunts (l'endettement étant mis au passif des générations futures), c'est-à-dire de ponctionner tous les marchés des capitaux – ceux de l'Europe en particulier – qui, dès lors, ne s'investiront pas dans le secteur productif. Les alliés européens des Etats-Unis ne peuvent même pas se consoler en participant à la reconstruction de l'Irak. Cette «mission» est exclusivement confiée aux entreprises

américaines qui, par un jeu pervers de ricochets, empochent ainsi l'argent de leurs propres citoyens-contribuables. Schiller avait malheureusement raison quand il disait que le monde est gouverné par l'intérêt personnel.

Les Etats-Unis ont inventé un jeu immoral : on tue, on détruit et ensuite on reconstruit. Mais, quand la destruction est hélas due aux forces de la nature, on se montre beaucoup moins généreux : les 350 millions de dollars que les Etats-Unis ont décidé de consacrer pour la reconstruction des pays touchés par les tsunamis représentent moins de six heures de leurs dépenses militaires. Pour l'économie américaine, mieux vaut quelques millions de bombes et d'obus qu'un tremblement de terre !

Mousse Boulanger
et Rémy Cosendey

BOSNIE-HERZEGOVINE : POUR EN SAVOIR PLUS

Des associations

Association des survivantEs de la Drina-Srebrenica, c/o IAS-Maison des associations, 15, rue des Savoises. 1205 Genève. Président : Sabahudin Salihovic, tél. 022/300.39.21

Soutien aux Survivants de la Vallée Drina-Srebrenica (SSVDS)

6, Square Villeret-de-Joyeuse, 75.017 Paris. Tél. Sadija Ombasic 0033/144/40.08.41

Enfants Europe Bosnie 11, rue du Merizai. 28.200 La Chapelle du Noyer.0033/237/45.27.64

Association Sarajevo publie «la lettre d'information» : association.sarajevo@noos.fr

Bibliographie

Ex-Yougoslavie : Ordre mondial et fascisme local. René Berthier. Ed. du Monde libertaire

Justice & vérité pour la Bosnie-Herzégovine. Andrée Michel. L'Harmattan

Nuits serbes et brouillards occidentaux. Jean-Franklin Narodetski. L'Esprit frappeur

Bosnie : Anatomie d'un conflit. Xavier Bougarel. Ed. La découverte

Vie et mort de la Yougoslavie. Paul Garde. Ed. Fayard

Glossaire de l'espace yougoslave. Ivan Djuric. Ed. L'esprit des péninsules.

Le marché contre l'autogestion. Catherine Samary. Ed. La brèche

Témoin du génocide en Bosnie. Roy Gutman. Ed. Desclée de Brouwer

Srebrenica 1995/L'Eté d'une agonie. Des femmes témoignent. L'Esprit des péninsules/Arte

Rapport présenté par le Secrétaire général Kofi Annan en novembre 1999. Ref. A/54/549

Lettre d'information de l'Association Sarajevo.17, rue de l'Avre.75015 Paris. Tél.0033145/79.38.66. Courriel : [Sarajevo@ras.eu.org](mailto: Sarajevo@ras.eu.org)

Coordination internationale «Justice Internationale Srebrenica» 6, Square Villaret-de-Joyeuse. 75017 Paris. 0033144/40.08.41. Fax 74.22.84. sadija@ras.eu.org

Les accords de Dayton ont sacrifié Srebrenica

Souvenons-nous : le génocide de Srebrenica a poussé la communauté internationale à intervenir pour arrêter la guerre qui a entraîné en quatre ans la mort d'environ 200 000 personnes. Alors que le génocide n'a pas été reconnu entre 1992 et 1995 (simple-ment qualifié «d'actes de nettoyage ethnique»), le génocide de Srebrenica de juillet 1995 a donné le feu vert à l'OTAN pour bombarder les positions serbes, notamment autour de Sarajevo.

Mais les Accords de Dayton qui ont arrêté la guerre fin 1995, ont sacrifié Srebrenica.

Malgré la reconnaissance du génocide de juillet 1995, cette région, dont la population était en majorité bosniaque musulmane (Srebrenica 74%, Bratunac 65%, Zvornik 61%, Vlasenica 56%, Visegrad 65%) est maintenant injustement subordonnée à la «République Serbe de Bosnie», dont les principaux leaders (Karadzic et Mladic, scandaleusement protégés et non arrêtés) sont accusés de crimes de génocide.

Ceci explique le faible taux de retour des requérants d'asile ayant fui en Suisse (à peine 10%), ce qui montre bien la nécessité de réparer cette injustice si l'on veut rendre possible des retours dans la dignité et la sécurité.

La communauté des Srébréniciens en Suisse

Une partie des survivantEs, dont l'ex-maire de Srebrenica, sont maintenant en Suisse après avoir attendu en vain

en Bosnie une aide de la communauté internationale pour pouvoir retourner chez eux. Regroupés dans des camps provisoires dans la région de Tuzla en «Fédération» ou séjournant dans des maisons abandonnées par leurs propriétaires serbes (d'où ils ont dû partir à leur retour), ils ont compris que ladite communauté internationale les avait une fois de plus abandonnés. C'est pourquoi, faute d'alternative, n'ayant ni logement à eux, ni travail, ils sont venus en Suisse à la fin des années 90 (certains plus tard).

Une centaine de leurs compatriotes vivaient déjà dans la région d'Yverdon où ils travaillaient en général dans le secteur du bâtiment.

En janvier 2000, nous avons fondé l'Association des survivantEs de la Drina-Srebrenica avec près de deux cents membres habitant les cantons de Vaud et de Genève et quelques Suisses en appui. Notre première initiative a été de contacter l'OSAR dans l'espoir de pouvoir entrer en contact avec les autorités fédérales compétentes. Notre but était la formation d'un groupe de travail afin d'étudier les conditions de leur retour dans la région de Srebrenica. Mais nous n'avons jamais obtenu de rendez-vous et les réponses à nos demandes ont toutes été négatives.

En avril 2002, nous avons organisé à Genève une grande rencontre entre sept associations de Bosnie/Srebrenica et une douzaine d'associations françaises solidaires avec la Bosnie. Cette Rencontre a élaboré plusieurs principes et projets, dont la demande

de réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine et la suppression des «entités».

Malgré ce qu'ils ont subi, les Srébréniciens font la distinction entre les nationalistes et criminels serbes d'une part et la population serbe d'autre part. Ils ne demandent pas que Srebrenica devienne une enclave de la «Fédération», conscients de l'inanité des divisions et veulent pour tous les citoyens et communautés un statut d'égalité politique.

Une Conférence aura lieu en octobre 2005 à Genève sous l'égide de «l'Association Bosnie-Herzégovine 2005» concernant l'après-Dayton et les problèmes institutionnels.

L'Union européenne sera obligée, tôt ou tard, de faire réviser les Accords de Dayton dans le sens précité et de trouver une formule de partenariat avec la Bosnie-Herzégovine.

Une autre solution (qui n'a pas notre faveur) serait de donner à cette région un statut spécial, comme la région de Brcko, mais sa délimitation fera problème et cela ne résoudrait pas le problème de fond qui est la reconstruction du pays dans son ensemble.

*Association des survivantEs
de la Drina-Srebrenica /
Ivar Petterson, coordinateur*

Une demande aux autorités suisses

Considérant :

- la situation catastrophique de la Bosnie et la nécessité pour ce pays de se doter d'institutions fonctionnelles et efficaces en vue de mettre fin aux divisions et au protectorat actuel,

- la nécessité de réparer l'injustice subie par les Bosniaques (ex-Musulmans) chassés de leurs villes ou villages, dont en particulier ceux de la région de Srebrenica, afin de permettre leur retour,

- la nécessité d'assurer un avenir commun à tous les citoyenNEs de la Bosnie par l'égalité des droits aux niveaux politique et économique et dans le respect des différentes cultures,

nous demandons aux autorités suisses une initiative pour la réhabilitation de la République de Bosnie-Herzégovine et la suppression des «Entités».

Pour un programme de développement et de reconstruction en Bosnie-Herzégovine

Créer les conditions de retour

Opposés aux mesures de renvois qui touchent en général les plus fragilisés de Srébréniciens, mais conscients que l'abandon de la région de Srebrenica constituerait de fait une seconde victoire des nationalistes serbes, nous avons toujours été favorables à l'étude des conditions de retour. C'est pourquoi, nous proposons un voyage d'exploration permettant à nos membres, munis de visas adéquats, d'aller sur place afin de revoir leur région, rencontrer leurs compatriotes déjà sur place, les experts de la DDC, Caritas,

Un suivi à trois niveaux

Pour la réalisation des projets, nous proposons trois niveaux interactifs :
- **le niveau fédéral** : nomination d'unE répondantE, coordination avec les autres cantons concernés, recherche de fonds auprès des organismes internationaux, suivi par la DDC ;
- **le niveau intermédiaire** : bureau de coordination dans la région avec deux ou trois permanents chargés de la coordination, du suivi des dossiers, des contacts avec les autorités, les entreprises, les représentants des associations ou coopératives, les

survivants de la Drina-Srebrenica, Amnesty, peuvent être utiles comme conseillers et appuis.

Les projets de reconstruction

Dans certaines localités, il s'agira de compléter ce qui existe déjà, selon les besoins exprimés. Dans d'autres, il s'agira de (re)construire des infrastructures de base, notamment à Kamenica.

Par «petits noyaux urbains» nous entendons la construction d'une ou deux infrastructures comprenant quelques immeubles et lieux publics (restaurant, bibliothèque, salles de fête), des ateliers et magasins, écoles, services. Le tout doté d'un minimum de confort, comme le chauffage central.

La construction de routes d'accès, de lignes électriques ou de canalisations est à prévoir.

La mise à niveau des conditions scolaires (avec un statut de République BiH) et sanitaires (hôpital, dispensaires) demande une attention particulière, en coordination avec d'autres partenaires locaux et internationaux. La relance de l'extraction minière et des industries de Srebrenica-Potocari reste bien sûr un objectif important pour la relance économique de cette région.

La condition essentielle pour la réalisation de ces projets est en parallèle le changement au niveau politique, afin de permettre un retour dans la dignité et la sécurité et un avenir commun pour les communautés de cette région, accompagné d'un travail de médiation.

Il serait souhaitable que ces projets puissent bénéficier de l'apport et du suivi de véritables jumelages, tant communaux que professionnels ou simplement associatifs.

Nous sommes convaincus que la réparation de l'injustice dont ont été et sont encore victimes les Srébréniciens peut constituer à la fois un exemple et un moteur de développement pour toute cette région frontalière de la Drina.

*Association des survivantEs
de la Drina-Srebrenica /
Ivar Petterson, coordinateur*



Ivar Petterson

Marche de protestation.

Eper, afin qu'ils puissent se déterminer en connaissance de cause.

Vu que des Srébréniciens ayant séjourné dans d'autres cantons suisses sont déjà sur place, nous proposons de les associer à ceux qui partiraient volontairement du canton de Vaud à des projets de développement et de reconstruction dans la région de Srebrenica – Konjevic Polje – Cerska – Kamenica (où plus de trois mille déplacés internes et réfugiés sont retournés).

Dans l'élaboration des projets, il faudra tenir compte que les réfugiés de cette région ont connu dans leur exil des conditions de vie urbaine.

experts cantonaux, suisses (DDC) et internationaux, Caritas, Eper, ONG et associations locales, etc.

Des réunions d'élaboration de projets et de travail seraient organisées afin de réunir tous les partenaires et il y aura des réunions de chantier ;

- **le niveau associatif ou coopératif** : regroupe toutes les personnes concernées : en priorité celles qui sont retournées de Suisse, mais aussi d'autres familles de la région.

À ce niveau seront décidés, en interaction avec les autres partenaires, les projets collectifs et individuels. Des associations : EEB (jumelage Châteaudun-Pobudje), l'Association des

Projet pilote à Pobudje (à une quinzaine de Km. au nord de Srebrenica)

Les premières activités de l'Association EEB

Comme son nom l'indique l'Association Enfants Europe-Bosnie (EEB) de Châteaudun (nord-ouest de la France) a commencé ses activités en 1995 par un échange de correspondance scolaire entre une école de Dobrinja (Sarajevo) et la classe d'Yves Faucon. En 1996, les animateurs de l'Association découvrent, au nord-ouest de Tuzla, le camp de Spionica où sont regroupés des centaines de survivants du génocide de Srebrenica, surtout des femmes seules avec enfants. Un jumelage scolaire est lancé et très vite l'EEB s'oriente vers l'aide à la recherche des disparus et prisonniers et la

de produits d'hygiène et alimentaire, habillement, fournitures scolaires, matériel médical, semences, est amené dans la région. Echange scolaire. Des enfants des camps sont invités en France.

Développement d'un projet-pilote à Pobudje

«Un projet de petite envergure permettra de tester et faciliter la réalisation du retour. Il est important de réaliser ce projet dans les meilleures conditions, de manière à en faire un élément moteur pour les autres zones de retour, les autres camps et les autres partenaires».

«Permettre aux populations qui re-

tracteur avec ses accessoires et 15 000 plants de framboisiers. Construction de dix serres. Création d'une association de producteurs éleveurs «Drina». A la fin de l'année, 68 maisons reconstruites, avec l'aide de la CEE, sur quatre cents détruites.

En mars 2002, un convoi amène à Pobudje du matériel agricole et de reconstruction (fenêtres et portes), outillage (dont une tronçonneuse), alimentation.

L'Association EEB s'est occupée de la (re)construction de l'école dès 2001 (deux classes mixtes, une cantine, une salle de rencontre, un centre de soins), laquelle sera ouverte en septembre 2005.

En 2004, deux cents familles sont rentrées. Mais le niveau de vie reste très bas, beaucoup de familles n'ont pas les moyens de payer le chauffeur du tracteur. La culture des légumes, fraises et framboises (42 000 m²) et du tabac est en progression, ainsi que la production de miel et l'élevage de volailles. Vu le bas tarif appliqué par les intermédiaires, une Coopérative commerciale est en projet afin de pouvoir conclure des contrats entre producteurs et grossistes, construire des chambres froides, ouvrir des échoppes et vendre sur les marchés locaux. Ceci avec l'aide de techniciens français.

Si le problème de la sécurité s'est globalement amélioré, la subordination de cette région à la République serbe de Bosnie constitue un facteur d'insécurité pour les «retournants» (venant des camps de la région de Tuzla) maintenant minoritaires dans une région où ils étaient majoritaires avant-guerre. Des contacts se nouent néanmoins au travers des activités scolaires, économiques et associatives, dont l'Association «Femmes de Podrinje» à Bratunac et «Maja» de Kravica.

Des projets de jumelages avec quatre communes rurales de la région de Châteaudun sont en cours.

Pour tout renseignement : Christine Faucon, tél. 0033/237/45.27.64 ou 0033/615.22.66.47.

Site EEB : <http://voilà.fr/enfantseuropebosnie>.

Courriel : eeb@cegetel.net

Résumé par Ivar Petterson



Ivar Petterson

Travaux de reconstruction.

vérité sur le génocide de Srebrenica. Un plan d'autoproduction alimentaire est élaboré et en 1998 est montée à Spionica une première serre en verre (démontable en vue de sa réimplantation en zone de retour).

En 1999, d'autres serres sont édifiées en collaboration avec des producteurs locaux afin d'assurer une autonomie au niveau alimentaire. Au camp de Spionica, formation d'un noyau de leaders pour le retour à Pobudje. Démarrage des premières reconstructions à Pobudje.

En 2000, l'EEB participe avec d'autres associations et l'UNHCR à un audit sur la réimplantation dans les zones de retour : Janja, Burnice, Srebrenica et Zvornik. Un convoi de 400 tonnes

tourne de produire et donc d'avoir une autosuffisance alimentaire dès le retour, et de vivre en famille» *Extraits du Rapport de septembre 2001.*

Projets en 2001 : reconstruction de 45 maisons, route, raccordement électricité, eau, téléphone (zone non couverte pour les portables), soins, santé, transport scolaire, programme d'élevage (chèvres, basse-cour), programme agricole, renforcement de la formation et de l'aide à l'organisation, recherche des compétences et moyens financiers. Financements français et internationaux.

En 2001, 17 familles sont de retour. Démarrage d'un plan chèvres financé par le Crédit agricole, des paysans voisins de Châteaudun ont donné un

Marche internationale de solidarité dans la région de Srebrenica

du 8 au 11 juillet 2005

Présentation

Sur la base de l'expérience des cinq marches organisées en Suisse depuis cinq ans, nous voulons contribuer à la Commémoration des dix ans du génocide de Srebrenica en faisant connaître cette région et ses habitants, en apportant une dimension tournée vers l'avenir, la médiation et la reconstruction, à partir de la reconnaissance des événements passés.

Le parcours, défini avec nos partenaires sur place, relie différents lieux de repeuplement bosniaque musulman : la vallée de Kamenica - Cerska - Konjevic Polje - Burnice - Potocari.

Avec pour terminer, une grande Marche le matin du 11 juillet entre Srebrenica et le Mémorial de Potocari (4 km) où sont attendues plus de 40.000 personnes.

Marche Caparde – Srebrenica du 8 au 11 juillet

Pour les participants, deux possibilités :

a) Marche entre Caparde et Potocari en trois jours (50 km) avec des guides locaux, partiellement sur l'itinéraire suivi par la colonne qui a fuit Srebrenica en juillet 1995.

b) Marche de quelques kilomètres par jour avec comme priorité le contact avec les habitantEs.

Le 11 juillet, nous participons tous à une grande marche entre Srebrenica et Potocari (4 km) où nous assisterons à la commémoration du génocide de juillet 1995.

Il y aura des véhicules pour transporter les bagages, tentes, ravitaillement et les marcheurs en cas de problème. L'hébergement est prévu chez l'habitant, dans des lieux publics et sous tente.

Le projet de Marche est bien accueilli. Deux Comités d'organisation se constituent en Bosnie et en Suisse. Les démarches auprès des autorités et les forces de sécurité sont en cours.

Un appel international à relayer

Etant conscients des drames passés, inscrits dans le paysage traversé, nous voulons que cette Marche génère des projets de jumelages, de développement et de reconstruction, afin de permettre aux victimes de retourner dans leur région et être réhabilités dans leurs droits.

Vu que les manipulations de masse peuvent, en certaines circonstances, tourner en barbarie un peu partout dans le monde, nous lançons un appel à une participation internationale, y compris auprès des mouvements de droits humains de Serbie, dans la solidarité avec nos amis bosniaques qui se réjouissent de nous accueillir.

Bienvenue notamment aux interprètes et aux musiciens.

Indications pour le voyage

«Bosna Tours» organise deux navettes par semaine entre la Suisse (Lucerne) et la Bosnie.

Départ de Genève le mardi 5 juillet à 13h, arrivée à Tuzla le 6 juillet à 19h, voyage Tuzla-Caparde le 8 juillet.

Retour le mercredi 13, arrivée le 14 juillet à Genève.

Prix : Voyage fr. 200 + forfait 4 jours fr. 100 = 300 fr.

Paiement : Association Srebrenica, Genève. ccp 12-7505-08 (mention «Marche Srebrenica»)

Organisation : **Association des survivantEs de la Drina-Srebrenica**

c/o IAS – Maison des Associations 15, rue des Savoises – 1205 Genève
Ivar Petterson, tél. 0041/22/349.36.06
Courriel : petterson.ivar@freesurf.ch

Fahrudin Salihovic 022/300.39.21, Tanager Alicehic 078/766.18.90

Comité Bosnie : Association «Femmes de Srebrenica». Ul. Filipa Kljajica 38. 75.000 Tuzla

Tél-fax : 00387/35/251.498.

Courriel : office@srebrenica.org
Hajra Catic, Nura Begovic

Comité France : Sadija Ombasic
ssvds@free.fr

Tél. 0033/144/40.08.41

BULLETIN D'INSCRIPTION :

Nom et prénom :

Tél. :

Association :

Adresse :

Je participe à la Marche, sous ma responsabilité :

option a)

option b)

Je participe au voyage collectif par Bosna Tours :

Israël en 1968

C'était en été 1968, dans l'euphorie qui a fait suite à la guerre des six jours. Le pasteur Finet (rédacteur en chef de *Réforme*) avait organisé un voyage d'étude en Terre sainte. J'avais eu la chance d'en être et, par là même, que me fût révélé en quelque sorte pourquoi ce pays avait donné naissance à trois religions monothéistes : parce que, là-bas, la lumière, les pierres, le moindre brin d'herbe vous parlent de spiritualité !

Il n'y avait plus de barbelés ; nous avons eu le libre accès à tous les trésors que recèle le pays : les Lieux saints et le mur des Lamentations, mais aussi la coupole du Rocher ; le musée israélien et celui du Livre, mais aussi le quartier arabe. Sur la route qui nous menait de Haïfa au lac de Tibériade, nous avons vu, à droite, un jardin d'Eden « découlant de lait et de miel » (résultat du travail des Israéliens) ; à gauche le désert qui, semblait-il, attendait son heure.

Mais, du lac de Tibériade justement, nous avons entendu le canon gronder, et d'un kibboutz au bord de ce

même lac, sur sa rive gauche, nous avons vu un mur de béton très haut que les enfants de l'école toute proche ne pouvaient dépasser sans se faire « tirer » par l'ennemi à l'affût sur le Golan ; un autre jour, nous avons aperçu de loin le camp de réfugiés de Jéricho, immense ; un autre jour encore, André Chouraqui, vice-maire de Jérusalem à l'époque, nous avait accordé une soirée au cours de laquelle il nous avait énuméré ses préoccupations du moment et, tout particulièrement comment accueillir les Juifs qui fuyaient les pays arabes et les pays de l'Est ; comment faire face à l'augmentation très rapide de la population arabe de Palestine pour laquelle les gouvernements arabes ne levaient pas le petit doigt.

Malgré ces « mais », nous étions rentrés chez nous pleins d'espoir en des temps meilleurs ; et cependant, nous avons dû déchanter ; nous sommes allés, comme chacun sait, de déceptions en déceptions car la haine était semée à pleines poignées dans les deux camps qui se disputaient la

maîtrise du sol par la violence ; et l'on ne sait que trop qu'elle se transmet de génération en génération, cette haine, et qu'il y a des exemples où elle perdure des siècles après avoir été semée ! Car les gens ne veulent pas entendre le message que Gorki leur a laissé dans son « feuilleton de Noël 1917 » : « Ce que l'humanité a produit de plus grand, ce sont les deux symboles qui expriment ses aspirations suprêmes : le Christ, immortelle idée de charité et de miséricorde, et Prométhée, ennemi des dieux, le premier qui se fût révolté contre le destin ».

Henri Jaccottet

La métonia

Dans mon article « Santé suisse, où vas-tu ? », je crains bien de ne m'être pas exprimé suffisamment clairement sur le terme de « métanoïa » inventé au XII^e siècle par Néophytos.

Une insomnie (l'âge, la maladie) me permet, je crois, d'en dire davantage sur ce mot. Il faut le rapprocher de celui de métaphysique, cette partie de son œuvre qu'Aristote consacre aux sciences de l'esprit après celle qui a pour objet la physique – nous dirions actuellement les sciences de la nature. Par analogie, la métanoïa (noïa signifiant faculté de penser, intelligence) serait alors, en quelque sorte, une

façon d'aborder le monde et autrui en y introduisant ce qu'on appelle l'empathie (capacité à se mettre à la place de l'autre). Plus simplement encore, un de mes amis disait : « Lorsque, dans la vie, on entre en contact avec tout ce qui n'est pas nous, la mauvaise méthode consiste à la faire les poings fermés ; la bonne, les mains tendues paumes en l'air »

Henri Jaccottet



Le chemin des neuf mondes

d'Eric Julien, Albin Michel, novembre 2001

Kogis, le réveil d'une civilisation précolombienne

d'Eric Julien avec Gentil Cruz, Albin Michel, octobre 2004

Il est encore aujourd'hui des *peuples racines* qui ont pu traverser des millénaires en restant reliés au savoir de leurs ancêtres, comme à un art de vivre dans le respect de la nature mère: ainsi les «Indiens Kogis».

Éric Julien, l'auteur des deux livres cités, les a découverts à plus de 4500 m dans la Sierra Nevada de Santa Marta (5775 m), massif au nord de la Colombie. C'est la plus haute chaîne de montagne de la planète située en bord de mer.

Nous sommes en 1985. Alors qu'il faisait partie d'une petite expédition, ce Parisien, habitué des Alpes Savoyardes, allait mourir d'un œdème pulmonaire lorsqu'il fut sauvé par un chaman qui prit soin de lui pendant quinze jours, avant de le renvoyer guéri. Sa dernière nuit se passa au milieu des sages de la tribu. Ils lui expliquèrent leur situation de réfugiés au sein de leur propre montagne, où seules les hautes terres presque inaccessibles leur étaient encore laissées. Repris en France par son travail de

conseiller en entreprise, ce n'est que dix ans plus tard qu'Éric Julien retourne sur les pas de ceux qui l'ont sauvé. Il leur apporte une première somme qui permettra de racheter un terrain mieux situé. Pour leur venir en aide, une association est créée à Paris, avec relais à Genève. En quelques années, d'autres terres leur seront rendues, des champs en friche reflouriront et des villages seront construits sur des sites dont leurs ancêtres avaient été chassés. Pour Éric Julien, c'est le début de rencontres privilégiées.

Les Kogis se disent gardiens et de la Sierra Nevada de Santa Marta et de la Planète. *Ces grands frères*, ainsi qu'il se nomment, vivent totalement en autarcie, et ont le sentiment d'être UN avec la nature. Tout acte est sacré, même s'il faut en plus accomplir des rituels pour renforcer les liens avec la terre nourricière. *Les grands frères* sont pleins de compassion pour nous, *les petits frères*, qui avons perdu ces liens sacrés et qui détruisons sans retenue notre environnement. C'est

pourquoi en 1998 ils ont proposé, après en avoir longuement débattu, de choisir deux ou trois parmi leurs sages (mamus) pour les envoyer en France, puis au Canada, et de nouveau en France l'an dernier, avec même une escale à Genève, afin de nouer un dialogue avec *les petits frères*.

Mais la vie dans la Sierra de Santa Marta, comme dans toute la Colombie est très dangereuse !

Le 15 février de cette année, Gentil Cruz, ami et alter ego colombien d'Éric Julien a été assassiné après avoir été torturé. Tous les membres de la famille qui avait accueilli Éric ont également été tués, l'un d'entre eux ayant été accusé par les paramilitaires d'avoir été un indicateur de la guérilla.

Quel futur pour les Kogis ? Et quel futur pour NOUS *les petits frères* ?

Suzanne Gerber

Les emmurés, la société israélienne dans l'impasse

De Sylvain Cypel, aux Éditions La Découverte

Voici une brillante contribution pour mieux comprendre l'état d'esprit et les blocages dans lesquels se débat la société israélienne actuellement. L'auteur, fils d'un responsable sioniste et aujourd'hui rédacteur en chef au *Monde*, a vécu jusqu'au début des années 1960 une enfance chaleureuse, enrichie d'expériences de vies collectives, à cette époque où l'image d'Israël était encore très positive.

Dès 1967, il observe un profond changement de mentalité suite à la guerre des six jours, vécue par certains comme une nouvelle « création du Monde ». Avant cette date, la population juive participait à l'installation politique d'un « État d'Israël ». Par la suite, un discours sioniste, cultivant une image mythologique des textes sacrés, instaure un rapport religieux à la « Terre d'Israël » comme *fundamentum* plus important que l'État. Cela a permis, par exemple, d'accrocher dans les salles de classe une carte du pays débarrassé de tous les noms palestiniens.

Ce livre nous éclaire d'une lumière

crue le projet sioniste qui, dès son congrès de 1937 à Zurich, élaborait un projet de création d'un État basé sur une stratégie de « transfert », terme indolore pour parler d'expulsion pure et simple de l'ensemble de la population palestinienne des futurs territoires.

Effectivement, dès novembre 1947, a commencé l'expulsion de plus de 80 % des habitants des Territoires, accompagnée de plusieurs massacres jamais élucidés, destinés à terroriser la population. La moitié d'entre elle partit « volontairement » sous cette pression et l'autre moitié *manu militari*. L'ensemble de ces épisodes a été par la suite soigneusement occulté pour permettre de construire un récit, une image de pureté nationale.

Ce double déni, sujet tabou par excellence, ce refus absolu de l'Autre empêche aujourd'hui la société israélienne de se regarder en face. L'extrême brutalité de ses méthodes de répressions (destructions de vies humaines, de maisons, de vergers, construction du Mur) contamine progressivement

la société israélienne, aussi bien sur le plan économique, politique que sociétal.

Les mouvements de protestation, peu nombreux en 2000, voient aujourd'hui leurs rangs s'élargir grâce à de fortes personnalités reconnues par tous qui les rejoignent, pressentant que dans cette affaire, ils commencent à perdre leur âme, voient pourrir leur société de l'intérieur.

Si l'avenir dépendra grandement de l'environnement moyen-oriental, imaginer pour la société israélienne une défaite salvatrice, admettre qu'un retrait soit possible sans grand dommage, la mettra devant une crise de conscience très profonde.

Cet ouvrage se conclut par le constat que cette décision, seule véritable alternative, est si difficile à prendre que pour l'heure, les anciens encouragent plutôt les jeunes à partir tandis que les autorités israéliennes, inquiètes, restent paralysées par leur logique destructrice.

Edith Samba



Qui est Common Humanity

Common Humanity est une association créée par 32 étudiants dans le cadre de l'option marketing de dernière année des Hautes écoles de gestion de Genève, Valais, Vaud. Elle a pour but de sensibiliser les étudiants des universités et hautes écoles aux valeurs sociales et humaines à travers plusieurs événements. Cette année, en association avec l'Unesco, Common Humanity se mobilise pour les enfants de Bam, durement frappés par le tremblement de terre de 2004, et aidera grâce à sa collecte de fonds à la construction d'une école modèle. Pour tout renseignement, voir: <http://www.commonhumanity.ch/common.htm>

La pauvreté, c'est bien plus qu'un porte-monnaie vide!

Pour lutter contre ce mal, l'œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière (OSEO) présente des programmes concrets: par exemple, l'OSEO aide les jeunes sans emploi à trouver un apprentissage ou une formation en emploi. Elle leur propose des «semestres de motivation» à Vevey, Sion, Schaffhouse et Fehraltorf qui ont un succès intéressant. Au Salvador, l'industrie alimentaire impose des variétés hybrides de maïs et menace la culture du maïs indi-

gène; les hybrides demandent plus d'engrais et de pesticides. La pauvreté augmente donc. Le projet «maïs indien» de l'OSEO aide les petits paysans à cultiver des variétés traditionnelles en culture biologique. Les aînés transmettent aux jeunes leurs connaissances des cultures anciennes. Les semences ainsi que le savoir-faire sont échangés lors d'ateliers ou de marchés.

En Roumanie cette fois, l'OSEO a mis sur pied cinq centres de conseil où les travailleurs de la métallurgie, de la chimie et du textile, hommes et femmes, peuvent apprendre un nouveau métier. Chaque année, 8000 personnes et 800 entreprises les consultent. Les partenaires de l'OSEO en Roumanie sont les syndicats: elle les aide à réaliser les réformes qui s'imposent.

Lettre de l'OSEO à ses adhérents, du 18 avril 2005

OSEO, avenue Warnery 10, CP 1151, 1001 Lausanne, CCP 10-14739-9

Commerce équitable

Claro Fair Trad S.A. a été la première organisation de commerce équitable en Europe à se lancer, il y a plus de dix ans, dans l'importation de riz. A noter qu'elle n'exporte que de pays où la production est excédentaire. Cette action permet de maintenir les savoirs traditionnels et de sauver la biodiversité dans les pays du Sud. Au Nord,

elle permet au commerce équitable de se faire connaître avec des produits inédits. Claro distribue aujourd'hui ses produits auprès de 650 magasins dans toute la Suisse.

D'après le magazine *Terre Nouvelle*

Opération «Carrés verts»

A travers l'opération «Carrés verts», il s'agit de permettre aux communautés premières de retrouver leurs territoires ancestraux pour maintenir l'équilibre de la terre dont ils se considèrent les gardiens. Nous pouvons ainsi racheter des mètres carrés de terre au profit de la Communauté Kogi (Amazonie) en souscrivant autant de carrés verts à 30 euros que nous le désirons. Nous pouvons aussi parrainer des arbres ou en faire replanter. Pour cela, s'adresser à: Tchendukua – Ici et Ailleurs, 11 rue de la Jarry, F 94300 Vincennes, tél. 01 43 65 07 00.

N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15. Merci!

Réorienter la recherche?

La recherche permet des avancées décisives dans le domaine médical (mise au point de traitements pour lutter contre le cancer, le sida ou des maladies dégénératives). Elle permet d'améliorer notre confort et notre mobilité. Mais elle engendre aussi des dangers qui risquent de nuire gravement à l'environnement (réchauffement dû à la destruction de la couche d'ozone) ou même de détruire notre planète (mise au point d'armes de destruction massive). Certaines recherches sont gui-

dées par des convictions humanitaires, d'autres répondent à des critères purement mercantiles.

Faut-il stopper ou poursuivre la recherche? Peut-on trouver un juste milieu en la réorientant? Si oui, avec quelles priorités? Nous invitons nos lecteurs à exprimer leur avis. Vous pouvez faire parvenir vos contributions (si possible pas plus de 1500 à 2000 signes) jusqu'au 30 juin prochain à Rémy Cosandey, Léopold-Robert 53, 2300 La Chaux-de-Fonds.

L'essor

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction
Patrick Boudet, Mousse Boulanger, Jean-Louis Cornuz, Rémy Cosandey, Yvette Fink, Susanne Gerber, Hervé Gullotti, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Alain Simonin, Agnès Zawodnik.

Administration et retours
Fritz Tüller Brünnmatt 8 - 3035 Frieswil
031/825 61 82; fritz.tueller@bluewin.ch

Rédaction
Alain Simonin
6, pl. de l'Octroi - 1227 Carouge
022/300 49 88; a.simonin@bluewin.ch

Abonnement
Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression
Société coopérative du Journal de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L'essor - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 30 juillet 2005
prochain forum : Réorienter la recherche?

A nos abonnés

Merci à celles et ceux qui ont renouvelé rapidement leur abonnement.

Que les autres ne tardent pas trop ! cela nous évitera des notes de rappel qui nous coûtent 85 centimes par envoi...

L'exemple d'IPCRI (www.ipcri.org).

Cette association est strictement paritaire, avec deux co-directeurs, un Israélien, un Palestinien, et de même pour chacun de leurs projets.

Elle œuvre depuis 1988 pour promouvoir le dialogue à différents niveaux entre les sociétés civiles israélienne et palestinienne. Il se dit être un «think-tank» + «do-tank» qui a pour rôle d'impliquer des Israéliens et des Palestiniens influents dans des processus coopératifs de paix.

IPCRI a 4 programmes, dont certains ont été soutenus par la DDC (Direction pour le développement et la Coopération - DFAE).

L'éducation à la paix, avec plusieurs projets de taille, (refonte des textes scolaires palestiniens et israéliens pour enlever toutes informations inexactes, biaisées ou véhiculant la haine, séminaires universitaires conjoints sur «la paix via la réforme de l'éducation» et sur «l'Education à la paix lors de conflits», création d'un Centre conjoint de formation à l'éducation à la paix)

La médiation dans les conflits environnementaux entre Palestine et Israël et la formation de médiateurs spécialisés dans ces conflits

Programmes environnementaux, essentiellement autour de l'eau et de la pollution, mais aussi pour la création de parcs régionaux, pour la collecte de graines sauvages, etc

Affaires stratégiques

Formulation de politiques en faisant travailler ensemble des personnes palestiniennes et israéliennes des mondes politique, militaire, économique et intellectuel, et en faisant intervenir des tiers d'autres pays. Sujets traités: Jérusalem, la feuille de route, l'eau, l'agriculture, l'économie, la sécurité

L'exemple du Congrès 100 imams et rabbins pour la paix, organisé par **Hommes de parole** (3-6 janvier 2005)
(www.hommesdeparole.org/docs/dossier_imams-rabbins.pdf)

Cette rencontre historique avait pour objectifs de délégitimer toute forme de violence commise au nom de Dieu ou d'un principe religieux, de créer un dialogue et un partenariat d'envergure, durable, entre l'Islam et le Judaïsme, et de permettre de contribuer à la découverte de solutions pacifiques pour sortir des